



DISCOURS DU MINISTRE
DE LA CULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT, DES RESSOURCES MARINES, EN
CHARGE DE L'ARTISANAT

Mardi 22 novembre 2022

Ouverture du Colloque international d'archéologie : « Au cœur du triangle polynésien : bilan et perspectives de l'archéologie polynésienne »

- *Monsieur le Président de l'Université de la Polynésie française, cher Patrick Capolsini,*
- *Monsieur le Directeur de la Maison des Sciences Humaines du Pacifique, cher Éric Conte,*
- *Monsieur le Directeur adjoint du Centre International de Recherche Archéologique sur la Polynésie, cher Guillaume Molle,*
- *Mesdames et messieurs les archéologues,*
- *Cher public, A tous,*

Manava e 'ia ora na,

C'est avec grand plaisir que je participe aujourd'hui à l'ouverture de ce colloque international. Je tenais au préalable à remercier toutes celles et tous ceux qui en ont été les instigateurs. Je suis heureux de prononcer ces quelques mots d'introduction devant vous, chers archéologues, chers amis, car l'archéologie, et les sciences humaines plus généralement, reste un domaine que j'affectionne particulièrement, depuis que j'ai débuté ma carrière au feu Centre Polynésien des Sciences Humaines.

Durant les trois prochains jours, vous allez, à tour de rôle, présenter les résultats des travaux menés dans nos 5 archipels, rappelant ainsi à quel point notre *fenua* disséminé à l'échelle du continent européen est une terre d'archéologie et où tant de choses restent encore à mettre à jour.

Cette conférence internationale – *la première organisée en archéologie sur le territoire polynésien depuis 2000, il y a 22 ans à Moorea* – sonne alors comme une évidence : Est venu aujourd'hui le temps du bilan et de surcroît la question cruciale des orientations et de l'avenir de l'archéologie polynésienne, en relation avec les politiques publiques.

Mais d'abord, je souhaiterais me tourner vers vous archéologues, femmes et hommes passionnés par cette science, afin de vous exprimer toute ma gratitude pour le travail que vous avez accompli sur le terrain et au quotidien au service de la recherche. Car – *il est vrai* – promouvoir et développer l'archéologie en Polynésie française requiert forcément d'adopter une logique d'enrichissement des connaissances sur notre passé. Il convient aussi de se poser la question du nombre d'archéologues polynésiens formés et aptes à continuer cette œuvre si importante pour la compréhension de leur histoire ces deux



dernières décennies. Nous pouvons être fiers de voir des jeunes archéologues sur le terrain, comme Anatauarii Léal-Tamarii ou Ahuura Rurua.

Ainsi, à une époque où les modes et les usages se font et se défont à une vitesse folle, où l'information, vérifiée ou pas, est immédiate, il est important de prendre le temps de fouiller notre histoire, notre patrimoine, notre culture. Connaître et comprendre l'héritage laissé par nos *tupuna*, donner du contenu et du sens à notre histoire, tel doit être le leitmotiv de notre travail afin de lutter contre le tsunami de l'information et de la désinformation.

En cela, l'archéologie est en mesure d'éclairer des pans entiers de la compréhension de notre histoire, parfois délaissés, parfois oubliés. Qu'il s'agisse de logiques de peuplement, de l'évolution de l'outillage polynésien ou de la complexité des réseaux d'échanges, l'étude de nos îles par l'archéologie a permis d'apporter un éclairage ou, a minima, des éléments de compréhension à bien des questions laissées longtemps sans réponse.

Bien que fondamentalement scientifique, l'Archéologie en tant que discipline se pare aussi d'une mission de service public. Sur le plan institutionnel, son action trouve corps au travers des missions exercées par la Direction de la culture et du patrimoine, qui assure et encadre sa mise en œuvre. Figure de proue en la matière, la DCP contribue à la recherche scientifique en veillant également à ce que le patrimoine culturel polynésien, tout à la fois matériel et immatériel, demeure protégé, mais surtout valorisé.

Car en effet : face aux risques qui pèsent sur nos sites historiques, soumis quotidiennement aux pressions de l'urbanisation, à la menace déjà observable de la montée des eaux, ou encore tout simplement aux injures du temps, il importe d'adopter une position forte en matière de conservation du patrimoine et de restauration des *marae* les plus emblématiques, fussent-ils intégrés au domaine public ou pas, parmi lesquels plusieurs sont classés au patrimoine du Pays depuis des décennies.

De la même façon, à l'heure où le dossier de candidature des îles Marquises au patrimoine mondial de l'humanité met notre Patrimoine à l'honneur sur la scène internationale, tout comme l'avait fait en son temps le Paysage culturel Taputapuātea labellisé par l'UNESCO, il conviendrait aujourd'hui d'envisager de nouvelles collaborations entre la Polynésie française et les grandes institutions archéologiques et scientifiques de la région Pacifique, cela en préservant les intérêts de la Polynésie. Gageons ainsi que, de ces quelques jours de rencontre et d'échanges, naisse ce dialogue qui – *je l'espère* – sera fécond.

Vous le voyez donc : il reste encore de nombreux chantiers à mener ici en matière d'archéologie. Ces défis, la Polynésie française entend les relever dans les années à venir.

Ce n'est évidemment pas suffisant ! La communauté scientifique ainsi que les professionnels de l'archéologie devront mobiliser toute leur capacité de conviction au service de cette discipline.

Gardons à l'esprit que la sauvegarde de notre patrimoine tangible et intangible est l'affaire de tous et que, plus grande sera sa compréhension, plus facile sera la démonstration de son importance, et plus aisée sera sa valorisation.



GOUVERNEMENT
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Je sais que, dans notre Pays, l'histoire de l'archéologie, depuis les pionniers en la matière jusqu'à vous, s'est écrite en plusieurs chapitres. L'occasion nous est donnée aujourd'hui d'écrire les premières lignes du prochain.

Aussi je souhaite à tous, à vous archéologues, chercheurs, universitaires, passionnés, d'être inspirés et de passer un excellent colloque.

Mauruuru maitai.

SERVICE DE LA COMMUNICATION
